

Il faut parler du déclin du Québec



[Source : libremedia.ca]

Déclin démographique, déclin du français, déclin culturel, déclin de la vie sociale et familiale : tous ces mouvements sont liés, observe le rédacteur en chef Jérôme Blanchet-Gravel.

Éditorial

Par **Jérôme Blanchet-Gravel**

Il me semble que le déclin du Québec dans sa globalité devrait être un thème central de la présente campagne électorale, celui du français n'étant qu'un des symptômes parmi d'autres de notre essoufflement collectif.

Au-delà des aspects techniques soulevés par les partis pour améliorer (sauver...?) les systèmes de santé et d'éducation, il faut réfléchir sérieusement à l'avenir de notre collectivité, l'avancée de l'anglais allant de pair avec notre baisse d'appétit pour la vie.

Des mouvements simultanés

Déclin démographique, déclin du français, déclin culturel, déclin de la vie sociale et familiale : ce n'est pas un hasard si ces mouvements ont lieu en même temps. Il y a dans cette simultanéité quelque chose qui ne ment pas sur notre désenchantement.

[Voir aussi :
Réenchanter le monde]

Je suis toujours étonné d'entendre des commentateurs ne pas faire le lien entre ces phénomènes, comme si une nation déjà en perte de vitesse pouvait se permettre d'interdire les liens sociaux et familiaux pendant deux ans.

Comme si une nation encore en partie brisée par la conquête britannique pouvait se permettre d'aller jusqu'à abolir symboliquement Noël, l'une de ses dernières traditions, dans un monde où un divertissement uniforme tend à noyer la culture véritable. Et la diversité.

Le sociocide de la pandémie

Il faut espérer que la gestion de la pandémie n'ait pas été le coup fatal porté à une nation qui n'a plus beaucoup de force d'attraction auprès d'immigrés qui ressentent bien sa fatigue et le vide d'une vie menée au rythme d'un réglementarisme intolérant et de l'absence de traditions, ce qui encore une fois va ensemble.

À lire aussi : Au Québec, la religion des règles

En ce sens, l'adhésion au sanitarisme pourrait avoir été l'une des plus graves erreurs des nationalistes, dont la plupart ont vu dans l'État un sauveur sanitaire devant jouer son rôle de protecteur des citoyens comme dans le champ culturel.

Avant la bureaucratie sanitaire, il y avait la bureaucratie linguistique, comme si l'État était le gardien d'une grande réserve faunique à maintenir sous respirateur artificiel.

C'est sans doute pour cette raison qu'autant de souverainistes se recyclent dans l'écologisme : le peuple québécois n'est-il pas toujours présenté comme une espèce en voie d'extinction ?

Aurions-nous pu décider de continuer à croître organiquement comme individus et comme peuple, au lieu de nous limiter aux bons engrais de l'État-tuteur ?

Il y a dans cette multiplication des règles des signes évidents de détresse. On croirait que les Québécois cherchent à se raccrocher à un ordre rassurant mais vide, alors qu'ils sont dans les faits en train de perdre le contrôle de leur destinée.

À lire aussi : Le Québec de 2040, une province-hôpital de langue anglaise ?

Tel que l'a suggéré Philippe Labrecque dans ces pages, il n'est pas impossible que le Québec de demain soit une « province-hôpital de langue anglaise », ce qui n'est guère réjouissant pour quiconque aspire à vivre dans une société dynamique et culturellement attrayante.

Le tabou de la natalité

Devant un tel vieillissement de la population, la question de l'immigration est régulièrement posée, mais jamais celle de la natalité, excepté au Parti

conservateur du Québec qui entend l'encourager davantage.

La natalité est l'un des grands tabous québécois, mais aussi de l'Occident dans son ensemble. Avoir des enfants est maintenant vu comme une entrave à l'épanouissement de la femme, mais aussi à celui des adultes en général. Au fond, les enfants dérangent.

Signe d'une vision essentiellement utilitaire et consumériste, récemment, François Legault a laissé entendre qu'il comptait se satisfaire d'une toute petite place dans le monde pour le Québec, en autant qu'il reste un endroit agréable à vivre, bien que de plus en plus périphérique.

Le Québec en retrait

« Ce qui est important, c'est d'avoir une qualité de vie pour les personnes qui habitent au Québec », a laissé tomber le Premier ministre en annonçant que son gouvernement maintiendrait le seuil d'immigration à 50 000 nouveaux arrivants par année.

En autant que les gens puissent continuer à profiter l'été de leur piscine, et encore, avec les rationnements écologiques à l'horizon.

« On est 8,6 millions d'habitants : je pense que c'est une taille qui permet quand même d'offrir des services de qualité », a ajouté François Legault en rappelant que le Québec recevait par habitant plus d'immigrés que les États-Unis et la France.

Offrir des « services de qualité » : un projet de société ?